

CONTRAT DE COLLABORATION DE RECHERCHE

ENTRE

Établissement de tutelle

Université Lumière Lyon 2, Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est au 18 quai Claude Bernard, 69365 Lyon Cedex 07, représentée par son Président, Madame Nathalie DOMPNIER

Ci-après désignée l'« **ULL2** »,

Agissant tant en son nom qu'au nom et pour le compte du

Laboratoire DISP (EA 4570)
Institut Universitaire de Technologie Lumière
Bâtiment 3
Campus Porte des Alpes
160 Boulevard de l'Université
69676 Bron Cedex

Ci-après désigné le « **Laboratoire** »,

L'ULL2 et le laboratoire DISP sont ci-après conjointement désignés par les « **Établissements** »,

ET

La SOCIETE BERGER LEVRAULT

Société Anonyme à conseil d'administration, dont le siège social est situé 892 rue Yves Kermen 92100 Boulogne-Billancourt, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre, N° SIRET 755 800 646 00373, code NAF 5829C, représentée par son Président Directeur Général, M. Pierre-Marie LEHUCHER, pour le compte de son Établissement, situé 1 Place Giovanni da Verrazzano, 69009 Lyon

Ci-après désignée par la « **Société** »

D'autre part,

Le **Laboratoire** et la **Société** sont individuellement désignés par la « **Partie** » et collectivement par les « **Parties** ».

PREAMBULE

Attendu que :

Le **Laboratoire** est compétent dans la conception et le déploiement de méthodes d'aide à la décision et de systèmes d'information pour l'amélioration de la performance des systèmes de production de biens et de services, des entreprises en réseau et des chaînes logistiques globales. Ces compétences sont organisées en trois axes : « Pilotage des systèmes de production de biens et de services », « Modélisation et optimisation du cycle de vie des systèmes », et « Agilité des systèmes d'information ».

Les compétences de la **Société** sont les suivantes :

- En France :
 - Maîtrise étendue et avérée (leader français avec plus de 50 000 clients) du secteur public local dont les collectivités locales, syndicats intercommunaux, SDIS, communautés de communes, métropoles, établissements sanitaires, médico-sociaux et d'action sociale, crèches, écoles primaires, services déconcentrés, etc.
 - Connaissance importante du secteur privé en particulier auprès des cliniques et des maisons de retraite
- À l'international :
 - En Espagne leader avec plus de la moitié du marché des produits de gestion à destination des collectivités locales
 - Au Québec dans le secteur des produits de gestion pour les collèges, lycées et universités
- Capacité d'exploitation en France et dans nos pays d'implantation, à l'état industriel, des potentiels développements logiciels qui seraient envisagés après cette étude

La **Société** souhaite mettre en place une étude exploratoire en partenariat avec le **Laboratoire**.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Définitions

Dans le présent contrat, les termes suivants commençant par une lettre majuscule ont les significations respectives suivantes :

- Contrat : ce terme désigne le présent contrat de collaboration de recherche, ses annexes et ses éventuels avenants.
- Brevet(s) Nouveau(x) : ce terme désigne toute demande de brevet(s) et brevet(s) en découlant, issus des Connaissances Nouvelles telles que définies ci-après.
- Connaissances Propres : ce terme désigne les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, savoir-faire et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non et/ou brevetées ou non, ainsi que tous les droits y afférents, appartenant à une **Partie** ou détenue par elle avant la date d'entrée en vigueur du Contrat ou portant sur l'objet de l'Etude mais non issus directement des travaux exécutés dans le cadre du présent Contrat et/ou développées ou acquises par une **Partie** en dehors de l'objet de l'Etude tel que défini dans l'annexe 1 « scientifique et technique ». Il appartient à chacune des **Parties** d'informer les autres **Parties**, par écrit, de l'identification, en cours d'exécution du Contrat, d'autres Connaissances Propres nécessaires à l'exécution du Contrat. Toute amélioration du savoir-faire préexistant est considérée comme une connaissance Propre par la **Partie** qui en est propriétaire.
- Connaissances Nouvelles : ce terme désigne toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, susceptibles ou non d'être protégées au titre de la propriété intellectuelle, y compris les savoir-faire, les plans, schémas, dessins, formules, logiciels, bases de données ou tout

autre type d'information, sous quelque forme qu'elle soit, et tous les droits y afférents, développées dans le cadre de l'Etude.

- Domaine d'exploitation : ce terme désigne le champ d'exploitation industrielle et commerciale des Connaissances Nouvelles dans le cadre des compétences exprimées en préambule de ce **Contrat**.

Dans le cadre du Contrat, le **Domaine d'exploitation** de la **Société** est le suivant :

- Applications de gestion administrative des établissements publics territoriaux
 - Applications de gestion administrative des établissements publics et privés santé-sociale
 - Applications de gestion administrative des établissements publics et privés d'enseignement
 - Applications de gestion relatives à la relation citoyens, élus, usagers et patients
 - Applications mobiles connexes à ces applications de gestions
 - Toutes les applications métiers concernant les missions des services publics territoriaux, publics/privés de l'enseignement et publics/privés santé-social
 - Hébergement (CLOUD/SAAS) de ces mêmes applications
- Logiciels : ce terme désigne tout programme d'ordinateur (code source et code objet), ainsi que le matériel préparatoire et la documentation associée.
 - Logiciel de base : ce terme désigne le logiciel appartenant à une **Partie** avant l'entrée en vigueur du Contrat.
 - Logiciel dérivé : ce terme désigne le logiciel réalisé à partir d'un Logiciel de base dans le cadre de l'Etude. On distingue deux catégories de Logiciels dérivés : les Adaptations et les Extensions.
 - Adaptation : ce terme désigne le Logiciel dérivé utilisant les mêmes algorithmes que le Logiciel de base dont il dérive et/ou réécrit dans un autre langage.
 - Extension : ce terme désigne le Logiciel dérivé permettant d'accéder à des fonctions ou à des performances nouvelles comparativement au Logiciel de base dont il dérive.
 - Logiciel Nouveau : ce terme désigne le Logiciel créé ex nihilo dans le cadre de l'Etude.
 - Organisme Gestionnaire de la Copropriété : ce terme désigne celle des **Parties** au Contrat mandatée pour la gestion et le suivi des Brevets Nouveaux, selon les modalités définies dans l'annexe « Brevets Nouveaux ».

ARTICLE 2 – Objet

Le **Laboratoire** et la **Société** décident d'effectuer en commun l'étude intitulée « études des moyens d'interopérabilité ouverts et évolutifs pour les solutions logicielles de Berger-Levrault à destination des établissements publics », et dont le descriptif détaillé est joint dans l'annexe scientifique et technique (Annexe 1).

Le Contrat a pour objet de définir les modalités et conditions dans lesquelles sera exécutée l'Etude.

Le **Laboratoire** utilisera les sommes perçues pour la mise en place de la présente collaboration et mettra tout en œuvre pour assurer son bon déroulement conformément à l'obligation de moyens qui lui incombe.

La proposition financière est donnée dans l'annexe financière (Annexe 2) du présent Contrat.

ARTICLE 3 – Responsables scientifiques

M. Jannik LAVAL, maître de conférences en Informatique (CNU 27), du **Laboratoire** est le responsable scientifique de l'Étude.

Son correspondant dans la **Société** est M. Philippe LANCO, ingénieur de recherche.

Cette étude est encadrée scientifiquement :

- dans la **Société** par M. Mustapha DERRAS, directeur de la Recherche et de l'Innovation du Groupe Berger-Levrault, membre du COMEX.
- Dans le **Laboratoire** par M. Néjib Moalla, MCF- HDR et co-animateur de l'axe de recherche « agilité des systèmes d'information » dans le laboratoire DISP.

ARTICLE 4 – Modalités de financement

Le coût total de l'Etude est estimé à 250 398 euros HT conformément à l'Annexe 2 financière ; ci jointe.

En contrepartie des engagements pris par le **Laboratoire** dans le cadre du Contrat et conformément à l'annexe jointe « Annexe financière » (Annexe 2), la **Société** s'engage à verser au **Laboratoire**, une somme d'un montant global et forfaitaire de :

- Montant HT : 84 000 Euros
- TVA 20 % : 16 800 Euros
- Montant TTC : 100 800 Euros

En cas de modification du taux de la TVA, il sera appliqué le taux en vigueur à la date de la facturation.

Les versements seront effectués au nom de l'Agent comptable de l'Université Lumière Lyon 2, aux coordonnées suivantes (voir également RIB joint) :

Code Banque : 10071
Code Guichet : 69000
Numéro de compte : 00001004332
Clé RIB : 66
Domiciliation : TP LYON
Références à ajouter : Université Lyon 2, Laboratoire DISP, 900R15

Sur présentation de factures adressées à la **Société** à l'attention de Service Comptabilité, 64 rue Jean Rostand, 31670 Labège.

Et selon les modalités suivantes :

10 000 € H.T. à la signature du présent contrat
14 000 € H.T. le 31/06/2018
20 000 € H.T. le 31/12/2018
22 000 € H.T. le 31/06/2019
18 000 € H.T. à la fin du présent contrat

Le **Laboratoire** peut décider d'affecter une **partie** de la contribution forfaitaire versée par la **Société** à la rémunération de personnels non permanents. Cette **partie** comprend une provision destinée à couvrir forfaitairement les coûts induits par le versement, le cas échéant, des allocations pour perte d'emploi.

L'emploi par le **Laboratoire** de la contribution forfaitaire versée par la **Société** n'est pas subordonné à des conditions d'accord ou de délai, ni à la fourniture de justificatifs.

En outre, les frais de missions du responsable scientifique de l'Étude pour la **Société** et de ses collaborateurs impliqués dans l'Étude sont intégralement pris en charge par la **Société**, tels que décrits dans l'annexe financière (Annexe 2).

ARTICLE 5 – Secret / Publications

5.1 Confidentialité

Chaque **Partie** s'engage à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit les informations scientifiques, techniques ou commerciales autres que celles issues de l'Étude et notamment les Connaissances Propres appartenant à l'autre **Partie**, dont elle a eu ou pourrait avoir connaissance à l'occasion de la négociation et/ou de l'exécution du Contrat. Les **Parties** s'engagent à ce que les informations reçues :

- Soient gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de protection qu'elle accorde à ses propres informations confidentielles ;
- ne soient communiquées qu'aux seuls membres de son personnel ou sous- traitants ayant à les connaître et ne soient utilisées que pour les finalités définies dans l'Accord.
- ne soient ni copiées ni reproduites totalement ou partiellement dans un autre but que celui défini dans le présent contrat, sans l'accord préalable de la **Partie** qui les a transmises ;
- Ne soient utilisées, partiellement ou totalement dans un autre but que celui défini dans le contrat.

Cet engagement qui restera en vigueur pendant deux (2) ans à compter de la date de signature du Contrat, nonobstant la résiliation ou l'arrivée à échéance de ce dernier ne portera pas sur les informations dont la **Partie** qui les a reçues pourra prouver :

- qu'elles sont tombées dans le domaine public sans faute de sa part, ou bien
- qu'elle les détenait déjà avant que l'autre **Partie** ne les transmette, ou bien
- qu'elle les a valablement reçues d'un tiers autorisé à en disposer et à les divulguer,
- ou bien qu'elle les a développées indépendamment du présent Contrat.

5.2 Publication - Communication

Tout projet de publication ou communication portant sur des Connaissances Nouvelles par l'une ou l'autre des **Parties**, devra recevoir, pendant la durée du Contrat et les six (6) mois qui suivent son expiration ou sa résiliation anticipée, l'accord écrit de l'autre **Partie** qui fera connaître sa décision dans un délai maximum de deux (2) semaines à compter de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis.

L'autre **Partie** pourra supprimer ou modifier certaines précisions dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à la protection et/ou à l'exploitation industrielle et commerciale des Connaissances Nouvelles. De telles suppressions ou modifications ne devront pas porter atteinte à la valeur scientifique de la publication.

Si des informations contenues dans la publication ou communication doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété industrielle, une des **Parties** pourra retarder la publication ou la communication pour une période maximale de douze (12) mois à compter de la demande de publication ou communication de l'autre **Partie**.

La proposition de publications dans des conférences de rang nationales et internationales, de même que dans des revues, est obligatoire. Ces publications et communications devront mentionner **obligatoirement** le concours apporté par chacune des **Parties** à la réalisation de l'Étude dont la mention explicite du nom du responsable scientifique en entreprise et du nom de la **Société**.

5.3 Exceptions

Le présent article ne pourra pas faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant à l'Etude de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève, dans la mesure où cette communication ne constitue pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle ;
- ni à la soutenance de thèse des chercheurs dont l'activité scientifique est en relation avec l'objet du Contrat, cette soutenance devant être organisée chaque fois que nécessaire de façon à garantir, tout en respectant la réglementation universitaire en vigueur, la confidentialité de certaines Connaissances Nouvelles.

5.4 Usage du nom des Parties

Chaque **Partie** s'engage à ne pas faire usage du nom, logotype et/ou de la marque de l'autre **Partie** (et de leurs laboratoires) ou de l'un de ses préposés, dans le cadre de l'utilisation ou l'exploitation des Connaissances Nouvelles issues du Contrat, notamment dans un but promotionnel et ce, quel que soit le support utilisé (vidéo, plaquette publicitaire, dossier de presse. etc.) sans avoir obtenu au préalable l'accord écrit de la **Partie** concernée.

Les publications scientifiques font exception à cette règle.

ARTICLE 6 - Filiale Valorisatrice

Non concerné

ARTICLE 7 – Propriété des connaissances Propres et Nouvelles autres que les Logiciels

7.1 Connaissances Propres

Chaque **Partie** est seule propriétaire de ses Connaissances Propres.

L'autre **Partie** ne reçoit aucun droit sur ces Connaissances Propres du fait du Contrat, sous réserve des articles **8.1** et **9.3**.

7.2 Connaissances Nouvelles

Les Connaissances Nouvelles appartiennent conjointement au **Laboratoire** et à la **Société** à hauteur de leurs apports intellectuels, humains, matériels et financiers, sous réserve des stipulations de l'article **10** du Contrat relatif aux Logiciels.

L'annexe 3 « Brevets Nouveaux » précise les règles relatives au dépôt, maintien et extension, de Brevets Nouveaux, ainsi que les règles de dévolution de la charge de ces démarches à l'une ou l'autre des **Parties**.

ARTICLE 8 – Utilisation aux fins de recherche des Connaissances Propres et Nouvelles autres que les Logiciels

8.1 Connaissances Propres

Pour les besoins de l'exécution de l'Etude et à cette seule fin, chaque **Partie** concède à chacune des autres **Parties**, pour la durée du contrat, un droit d'utilisation non – exclusif, non cessible, non transférable, sans

droit de sous-licence, et sans contrepartie financière, de ses Connaissances Propres, dans la mesure où ces Connaissances Propres sont nécessaires à l'exécution de sa part des travaux.

8.2 Connaissances Nouvelles

Chaque **Partie** bénéficiera, d'un droit exclusif, non cessible, non transférable, sans droit de sous-licence, et sans contrepartie financière, d'utilisation des Résultats pour ses seuls besoins propres de recherche à l'exclusion de toute utilisation, directe et/ou indirecte, à des fins commerciales.

ARTICLE 9 – Exploitation commerciale des Connaissances Propres et Nouvelles autres que Logiciels

9.1 Exploitation des Connaissances Nouvelles dans le Domaine d'exploitation

9.1.1 Dans le Domaine d'exploitation, et sous les réserves définies au présent article, la **Société** jouit d'un droit exclusif d'exploitation des Connaissances Nouvelles.

9.1.2 La **Société** s'engage à faire diligence pour exploiter à des fins commerciales, de manière directe et/ou indirecte, les Connaissances Nouvelles.

Que l'exploitation soit directe ou indirecte, la **Société** s'engage à verser au **Laboratoire** une rémunération forfaitaire dont la nature et le mode de calcul seront définis par un contrat spécifique (à établir) en fonction de l'apport intellectuel, humain, matériel et financier des **Parties** aux Connaissances Nouvelles.

Pour les Brevets Nouveaux, il sera en outre tenu compte de la contribution de chaque **Partie** aux frais de dépôt, d'entretien et d'extension.

9.1.3 La **Société** s'engage, à compter de l'obtention des Connaissances Nouvelles, à faire le maximum pour exploiter ou faire exploiter ces dernières, ou à entreprendre ou faire entreprendre des travaux de développement en vue de leur exploitation.

Si la **Société** cesse l'exploitation ou les travaux de développement pendant une période de plus de dix-huit (18) mois, et dans le cas où la **Société** n'exploite pas ou ne fait pas exploiter les Résultats ou n'entreprend pas ou ne fait pas entreprendre des travaux de développement en vue de l'exploitation de ces Résultats dans les dix-huit (18) mois qui suivent leur obtention, il est convenu qu'elle perd l'exclusivité des droits d'exploitation, détenue sur les Connaissances Nouvelles.

Le **Laboratoire** redevient libre d'octroyer des licences non exclusives sur les Connaissances Nouvelles, y compris les Brevets Nouveaux, à des tiers de leur choix, après en avoir informé la **Société**.

Le **Laboratoire** verse alors à la **Société** une part des redevances perçues au titre de l'exploitation, selon les mêmes modalités que celle définies à l'article 9.1.2 du Contrat.

Le **Laboratoire** peut cependant accorder un délai supplémentaire à la **Société** si elle justifie de préparatifs effectifs et sérieux en vue de l'exploitation des Connaissances Nouvelles.

9.2 Exploitation des Connaissances Nouvelles hors du Domaine d'exploitation

Hors du Domaine d'exploitation, le **Laboratoire** dispose de l'exclusivité des droits d'exploitation des Connaissances Nouvelles et peut négocier librement avec des tiers tout contrat de licence d'exploitation y afférent.

9.3 Exploitation des Connaissances Propres

Si l'exploitation des Connaissances Nouvelles par l'une des **Parties** nécessite l'exploitation des Connaissances Propres détenues pour **partie** ou en totalité par l'autre **Partie**, celle-ci s'efforcera, sous réserve des droits consentis à des tiers, de favoriser cette exploitation. Les conditions d'utilisation des droits d'exploitation des Connaissances Propres seront alors fixées contractuellement au cas par cas.

ARTICLE 10 – Logiciels

10.1 Propriété des logiciels

10.1.1 Logiciels de base et Adaptation

Les Logiciels de base restent la propriété de la **Partie** bénéficiaire de l'antériorité.

Sont la propriété de la **Partie** titulaire du Logiciel de base, les Adaptations réalisées, quel qu'en soit l'auteur, dans le cadre du Contrat. Ainsi, lorsque la **Partie** ayant procédé aux Adaptations n'est pas propriétaire du Logiciel de base, elle s'engage à céder à titre gratuit à la **Partie** propriétaire du Logiciel de base, les droits d'exploitation de ces Adaptations comprenant le droit de reproduire, représenter, traduire, adapter, arranger, modifier et commercialiser le logiciel.

10.1.2. Logiciels Nouveaux et Extensions

Les Logiciels Nouveaux sont la copropriété des **Parties**.

Chaque **Partie** est propriétaire des Extensions réalisées par elle-même dans le cadre du Contrat quelle que soit la **Partie** propriétaire des Logiciels de base dont ces Extensions dérivent.

Sont la propriété commune des **Parties**, les Extensions réalisées en communs par les **Parties**, quelle que soit la Partie initialement propriétaire des Logiciels de base dont ces extensions dérivent.

10.2 Utilisation des Logiciels à des fins de recherche

Les stipulations du présent paragraphe ne concernent que l'utilisation des Logiciels pour les besoins propres de recherche de la **Partie** utilisatrice, à l'exclusion de toute activité même gratuite, de caractère commercial, directe ou indirecte.

10.2.1 Pendant la durée du Contrat, la **Partie** propriétaire de Logiciels de base et de leurs Adaptations nécessaires à l'autre **Partie** pour l'exécution de celui-ci, concède à cette dernière le droit non exclusif et gratuit de les utiliser, et ce, exclusivement pour les besoins du Contrat et pendant sa durée.

Au-delà du terme du Contrat, les modalités d'utilisation des Logiciels de base et de leurs Adaptations, font l'objet d'une convention particulière négociée au cas par cas et fixant, le cas échéant, la rémunération due par la **Partie** utilisatrice.

10.2.2 Chacune des **Parties** pourra librement et gratuitement utiliser les Logiciels Communs et les Extensions à des fins de recherche.

10.3 Exploitation des Logiciels à des fins industrielles et commerciales

10.3.1 Dans le Domaine d'exploitation, la **Société** jouit, sous réserve des droits d'éventuels tiers, d'un droit exclusif d'exploitation des Logiciels Nouveaux et des Extensions Communes, moyennant le versement au **Laboratoire** d'une rémunération dont la nature et le mode de calcul seront définis par un contrat spécifique (à établir) en fonction de l'apport intellectuel, humain, matériel et financier des **Parties** à la réalisation du Logiciel concerné.

La **Société** s'engage, à compter de la création des Logiciels Nouveaux, à mettre tout en œuvre pour exploiter ou faire exploiter ces derniers, ou à entreprendre ou faire entreprendre des travaux de développement en vue de leur exploitation.

Si la **Société** cesse l'exploitation ou les travaux de développement pendant une période de plus de dix –huit (18) mois, ou si la **Société** n'exploite pas ou ne fait pas exploiter ou n'entreprend pas ou ne fait pas entreprendre des travaux de développement en vue de l'exploitation de ces résultats dans les dix –huit (18) mois qui suivent leur obtention, il est convenu qu'elle perd l'exclusivité des droits d'exploitation, détenue sur les Logiciels Nouveaux.

Le **Laboratoire** peut cependant accorder un délai supplémentaire à la **Société** si elle justifie de préparatifs effectifs et sérieux en vue de l'exploitation des Logiciels Nouveaux.

10.3.2 En dehors du Domaine d'exploitation, le **Laboratoire** dispose de l'exclusivité des droits d'exploitation des Logiciels Nouveaux et les Extensions Communes et peut négocier librement avec des tiers tout contrat de licence d'exploitation y afférent.

10.3.3 En tout état de cause, une convention particulière est conclue entre les **Parties** avant tout acte d'exploitation, afin de fixer les conditions d'exploitation du Logiciel concerné.

10.3.4 Tout Logiciel Commun pris en tant qu'élément d'un procédé permettant d'aboutir nécessairement à un résultat technique, qui serait inséré au descriptif de la méthode d'obtention d'une invention brevetée sera alors, protégé en tant qu'élément constitutif de l'invention et sera exploité selon les conditions visées à l'article 10.

De même dans un pays où les Logiciels sont brevetables les dispositions des articles 8, 9 et 10 s'appliqueront.

ARTICLE 11 - Durée

11.1 Le Contrat entre en vigueur à compter du 1er janvier 2018 pour une durée de 24 mois. Il prend fin le 31 décembre 2019.

11.2 Il pourra être prorogé à la fin de cette période par un avenant qui précisera notamment l'objet de la prorogation ainsi que les modalités de son financement.

11.3 Dans tous les cas de résiliation, y compris à l'échéance du Contrat, les parties examineront les conséquences du terme du Contrat et conviendront par avenant rédigé à l'initiative de l'une des Parties :

- Des dispositions du présent Contrat qui restent en vigueur au-delà des durées prévues
- Des Connaissances Nouvelles découlant du Contrat
- Des modalités d'utilisation et d'exploitation commerciale des Connaissances Nouvelles et des Logiciels non prévues par le présent contrat

ARTICLE 12 – Résiliation

12.1 Conditions de la résiliation

12.1.1 Le Contrat peut être résilié de plein droit par l'une des **Parties** en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation ne devient effective que trois (3) mois après l'envoi par la **Partie** plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la **Partie** défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la **Partie** défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la **Partie** plaignante du fait de la résiliation anticipée du Contrat.

12.1.2 Le Contrat est résilié de plein droit dans le cas où la **Société** fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, après mise en demeure adressée à l'administrateur, sous réserve des dispositions des articles L.622-13, L. 631-14 et L.641-10 du Code de commerce.

Le Contrat est également résilié de plein droit en cas de cessation d'activité, dissolution ou liquidation amiable de la **Société**.

12.2 Effets de la résiliation

En cas de résiliation anticipée du Contrat, les **Parties** se réuniront afin de discuter, notamment, du sort de l'Etude et de son développement.

Dans tous les cas d'expiration ou de résiliation du Contrat, chaque **Partie** s'engage à restituer à l'autre **Partie**, sur demande de cette dernière, tous les documents et divers matériels qu'elle lui aurait transmis, sans pouvoir en garder de reproduction.

ARTICLE 13 – Obligation d'information

En cas de survenance d'un évènement susceptible de mettre en péril l'exécution du Contrat, les **Parties** s'engagent à s'en informer, par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, dans les dix (10) jours calendaires suivant la survenance de cet évènement, et à se réunir dans les meilleurs délais afin de décider des mesures à prendre qui seront nécessaires.

ARTICLE 14 – Responsabilités et Assurance

14.1 Dommage aux biens des Parties

Les matériels et équipements mis par une **Partie** à la disposition de l'autre ou financés par cette **Partie** dans le cadre d'un accord spécifique, resteront la propriété de celle-ci. En conséquence chaque **Partie** supportera la charge des dommages subis dans le cadre de l'exécution de l'Etude par les matériels, installations et outillages dont elle est propriétaire, y compris les matériels confiés à l'autre **Partie** et les matériels en essais, même si l'autre **Partie** est responsable du dommage sauf faute lourde ou intentionnelle de cette dernière.

14.2 Personnel des Parties

Dans le cadre de l'Etude, si des agents de l'une des **Parties**, restant payés par leur employeur, sont amenés à travailler dans les locaux de l'autre **Partie**, ils devront se conformer au règlement intérieur de l'établissement d'accueil et aux instructions techniques concernant les matériels. En revanche, ces agents demeurent sous l'autorité hiérarchique de leur employeur.

Ainsi, chaque **Partie** continue d'assumer à l'égard du personnel qu'elle rémunère, toutes les obligations sociales et fiscales de l'employeur et d'exercer envers lui toutes les prérogatives administratives de gestion (notation, avancement, discipline, etc.). L'établissement d'accueil fournira toute indication utile à l'employeur.

Les **Parties** assurent l'une et l'autre la couverture de leurs agents respectifs en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables.

14.3 Dommage aux tiers

Chaque **Partie** supporte en ce qui la concerne toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle encourt en vertu du droit commun, en raison de tous dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des travaux effectués pour la réalisation de l'Etude dans le cadre du présent Contrat.

14.4 Assurances

Chaque **Partie** devra souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution du Contrat.

Il est rappelé que la règle selon laquelle « l'Etat est son propre assureur », s'applique au **Laboratoire**. En vertu de cette règle, le **Laboratoire** garantira lui-même tous les risques encourus dans le cadre des activités relevant de sa mission ayant un lien avec l'objet du Contrat.

ARTICLE 15 – Correspondances et communications

Sauf stipulation contraire, toute notification ou communication requise au titre du présent Contrat sera réalisée par courrier recommandé avec accusé de réception ou par courrier électronique à la **Partie** concernée et à l'adresse suivante :

15.1 Pour les questions d'ordre scientifique

Pour le Laboratoire

Nejib MOALLA
Laboratoire DISP
Institut Universitaire de Technologie Lumière
Bâtiment 3
Campus Porte des Alpes
160 Boulevard de l'Université
69676 Bron Cedex
Email : Nejib.Moalla@univ-lyon2.fr

Pour la Société

M. Mustapha DERRAS
BERGER-LEVRAULT
64 rue Jean Rostand
31670 Labège
Email : mustapha.derras@berger-levrault.fr

15.2 Pour les questions d'ordre administratif, financier et juridique

Pour le Laboratoire

Pôle Projets
Université Lumière Lyon 2
Direction de la Recherche et des Ecoles Doctorales
86 rue Pasteur
69365 Lyon Cedex 07

Tél : 04.78.69.72.61
Email : m.berthet@univ-lyon2.fr

Pour la Société

BERGER-LEVRAULT
Mme Marie-Hélène LACOMBRADÉ
64 rue Jean Rostand
31670 Labège
Tél : 05 61 39 52 38
Email : marie-helene.lacombrade@berger-levrault.fr

Les communications et publications visées à l'article 5.2 du présent Contrat doivent être adressées à la fois au responsable scientifique et au responsable administratif, financier et juridique de la **Société**.

ARTICLE 16 – Intuitu personae

16.1 Restructuration

En cas de restructuration du capital de la **Société** entraînant une fusion, cession ou toute autre transformation visant à modifier les caractéristiques *intuitu personae* de la **Société** prises en compte pour la conclusion du Contrat, sauf volonté contraire des **Parties** sur la reprise du Contrat par la nouvelle entité, un avenant sera élaboré pour tenir compte de cette modification.

16.2 Sous-traitance

N'est considéré comme sous-traitant d'une **Partie** que la personne physique ou morale liée à ladite **Partie**, par un contrat d'entreprise au titre duquel il effectue une **partie** des travaux objet du Contrat et/ou réalise des fournitures conformes aux spécifications propres à cette recherche.

Chaque **Partie** ne peut sous-traiter une part des travaux qui lui sont confiés pour la réalisation du Contrat sans l'accord préalable et écrit de l'autre **Partie**. Chaque **Partie** reste seule responsable vis-à-vis de l'autre **Partie** et des tiers, de la bonne exécution par son sous-traitant des prestations confiées à ce dernier.

ARTICLE 17 – Intégralité du Contrat

Le Contrat et ses annexes traduisent l'intégralité des engagements pris par les **Parties** dans le cadre défini en préambule.

Il annule et remplace la totalité des accords et documents, écrits et verbaux, établis et échangés au cours de la période de négociation.

Toutefois, son existence n'affectera pas les droits et obligations résultant de contrats conclus antérieurement entre les **Parties** et dont l'objet est distinct de celui du Contrat.

ARTICLE 18 – Invalidité d'une clause

Si une ou plusieurs stipulations du Contrat étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision passée en force de chose jugée d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur portée et leur force obligatoire.

Les **Parties** pourront alors rédiger un avenant ayant pour objet le remplacement des stipulations invalides par des stipulations valides, en respectant dans la mesure du possible, l'accord de volonté existant entre les **Parties** au moment de la conclusion du Contrat ainsi que l'objet et l'esprit de ce dernier.

ARTICLE 19 – Droit applicable - Litiges

19.1 Le Contrat est soumis aux lois et règlements français.

19.2 En cas de différend relatif à la validité, l'interprétation, à l'exécution ou à la résiliation du Contrat, les **Parties** s'obligent, préalablement à tout autre recours, à mettre en œuvre leurs meilleurs efforts afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord persistant, l'affaire sera portée devant les Tribunaux français compétents.

Fait en trois (3) exemplaires originaux, à Toulouse, le

Pour le **Laboratoire**
La Présidente de l'Université Lumière Lyon 2
Nathalie Dompnier

Pour la **Société**
Le Président Directeur Général
Pierre-Marie Lehucher

ANNEXE N°1

ANNEXE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Intitulé de l'étude : études des moyens d'interopérabilité ouverts et évolutifs pour les solutions logicielles de Berger-Levrault à destination des établissements publics

Date de début : 1^{er} janvier 2018

Date de fin : 31 décembre 2019

Durée : 24 mois

Contexte de l'étude :

La société Berger-Levrault est présente sur les secteurs des établissements publics locaux (collectivités, hôpitaux, maisons de retraite) pour lesquels elle propose toute une gamme de logiciels pour adresser les métiers de ces différents secteurs. Les besoins en matière de partage, d'échanges et de valorisation des informations de leurs SI sont en constante augmentation et représentent désormais un enjeu majeur dans le cadre des différentes réformes du secteur public local. Il est par conséquent essentiel d'étudier des « plateformes » capables d'apporter des réponses à la rationalisation et la simplification des échanges de données entre applications logicielles et avec le monde extérieur. La mise en place d'une logique inspirée par des technologies de type « bus logiciel » (applicatif et de services) installées au centre du système d'information s'avère donc particulièrement bien adaptée dans un contexte de recherche d'économie et d'efficacité.

De manière bien plus pragmatique il s'agit d'aborder l'interopérabilité applicative entre les solutions logicielles de Berger-Levrault, ainsi qu'avec les solutions de nos partenaires et/ou concurrents déployées au sein des établissements clients. Il est également question de couvrir les attentes dans le domaine des échanges de flux dématérialisés entre ces établissements, les organismes publics et/ou les plateformes réglementaires. Afin de répondre aux attentes en matière de gestion opérationnelle des services et interfaces (paramétrage, mise en service, monitoring, traçabilité), nous souhaitons adopter un modèle d'architecture type SOA (*Service Oriented Architecture*) hautement configurable, faisant l'emploi des concepts du web sémantique et associé à un outil d'administration.

Objectifs techniques visés et performances à atteindre

Depuis 2010, plusieurs solutions « d'interopérabilité » partielles ont été étudiées et mises en œuvre chez Berger-Levrault (module Interopérabilité Santé, bus Mule sur la gamme e.Sedit, bus Pastell dans la plateforme de dématérialisation). Si ces réalisations ont rempli leur rôle dans chacun des cas de figure métier que nous avons rencontré, nos analyses récentes mettent en évidence des limitations en termes d'adaptabilité, de généricité, d'administration, de déploiement ou de scalabilité.

Le rôle d'une plateforme d'interopérabilité consiste à résoudre les problèmes d'intégration grâce à différents principes :

- Connectivité : supporter de multiples protocoles pour les communications
- Standardisation : définir/utiliser des formats d'échanges standards
- Transformation : effectuer si nécessaire les transformations des messages
- Routage : assurer la distribution des messages aux bons destinataires tout en garantissant des mécanismes d'acquittement lors de la lecture et/ou du traitement des messages par les destinataires

- Priorisation : intégrer des fonctionnalités permettant d'arbitrer les priorités que cela concerne des événements ou des données
- Sécurisation : des flux de données pour éviter leur interception (cryptage, isolement/cloisonnement) et des accès aux services via une autorité de confiance (module d'administration)
- « Auto-configuration » (sous contrôle de l'autorité de confiance) : cela concerne le principe de mise en relation « automatique » des producteurs et consommateurs des messages. Cette opération doit être réalisée de manière décorrélée en faisant appel à des mécanismes de type abonnement (*publish/subscribe*). De même cela suppose qu'il n'y est aucunes règles de précedence entre émetteur et destinataire, le flux s'établissant automatiquement lorsque les deux parties sont présentes

Par ailleurs le couplage entre les différents services doit être lâche et asynchrone, concepts tout à fait en phase avec les architectures SOA, afin de répondre aux exigences d'élasticité et d'adaptabilité métier et temporelle. De plus il faut être en capacité de gérer des évolutions de processus, d'en superviser l'orchestration et l'exécution, de pouvoir en assurer la traçabilité et enfin, d'en extraire une connaissance nouvelle issue des données produites par la plateforme elle-même.

Pour ce faire il existe un bon nombre de Framework d'intégration Open Source ou commerciaux dans le monde qui peuvent servir de socle technique pour la mise en œuvre de cette plateforme d'interopérabilité. Cela n'adresse cependant que la dimension outillage et bien souvent cette mise en œuvre reste incomplète et/ou inadaptée. Par ailleurs ces solutions ne permettent pas de concevoir et d'implémenter une architecture évolutive et configurable qui va s'adapter à la diversité des environnements de déploiement et être capable de répondre aux contraintes d'évolutions de l'interopérabilité des systèmes d'informations de nos clients.

L'objectif du projet consiste donc à construire une solution qui orchestrera, à terme, l'ensemble des échanges applicatifs et de services de nos logiciels, mais également de nos partenaires, des processus métiers et techniques de nos clients et qui garantira une excellente qualité de service. Toute la complexité réside dans le fait de concevoir un gestionnaire d'interopérabilité flexible et extensible en fonction du contexte métier, mixant les contraintes d'hétérogénéité des secteurs et segments d'activités, des technologies hybrides qui constituent nos produits et intégrant les nombreux protocoles de communication des systèmes exploitée dans la fonction publique. De plus la plateforme devra s'adapter aux typologies de déploiement depuis le « *on-premise* » sur un réseau intranet jusqu'au « *cloud* » pour les applications hébergées et permettre la mixité des modèles de déploiement.

Il est essentiel d'insister sur l'importance de la dimension réflexive du résultat attendu dans la mesure où il existe une séparation très clairement définie entre les fonctionnalités programmées au niveau de base et leurs représentations et contrôles programmés à un méta-niveau. C'est un concept essentiel dans la mesure où ce projet se donne pour objectif la mise au point d'un intergiciel ayant pour fonction de :

- Cacher la répartition, c'est à dire le fait qu'une application puisse être constituée de parties interconnectées s'exécutants a des emplacements géographiquement repartis
- Cacher l'hétérogénéité des composants matériels, des systèmes d'exploitation et des protocoles de communication utilisés par les différentes parties d'une application
- Fournir des interfaces uniformes, normalisées, et de haut niveau aux équipes de développements et d'intégration, pour faciliter la construction, la réutilisation, le portage et l'interopérabilité des applications
- Fournir un ensemble de services communs réalisant des fonctions d'intérêt général, pour éviter la duplication des efforts et faciliter la coopération entre applications.

Autres Objectifs

Cette première étape de notre collaboration a pour ambition de :

- De définir les objectifs techniques et scientifiques communs aux partenaires
- Contribuer activement à l'ensemble de la réflexion actuellement en cours chez Berger-Levrault dans la définition d'une plateforme d'interopérabilité
- Etablir et soutenir une proposition de thèse Cifre en 2018 pour un démarrage visé au premier trimestre 2019
- Adjoindre des ressources complémentaires de Berger-Levrault dans la traduction concrète de nos avancées théoriques. Ce travail aura systématiquement pour vocation de donner :
 - Un champ d'application pratique et pragmatique aux dimensions théoriques dans une démarche de recherche opérationnelle
 - De remonter des informations terrains nécessaires aux avancées scientifiques

Il s'entend que ce domaine de recherche implique de nombreux projets actuellement en chantier chez Berger-Levrault dans toutes ses activités et business units. Nous avons donc l'opportunité de bénéficier de réelles opportunités de valoriser ces travaux de recherche à horizon moyen terme (3-5 ans).

Programme de travail :

- Tâche 1 : Encadrement de stagiaire Master 2
 - Le stage sera d'une durée de 4 mois
- Tâche 2 : Accompagnement de Nawel AMOKRANE
 - à raison d'une journée par semaine à l'IUT
- Tâche 3 : rédaction d'un sujet de thèse
 - fin décembre 2018

ANNEXE 2 – ANNEXE FINANCIERE

Poste de dépense ou de recette	Coûts en euros HT
Dépenses propres Berger-Levrault	
Coût environné du personnel permanent	102 320
• Philippe Lanco (15%)	20 940
• Nawel Amokrane (50%)	68 400
• Mustapha Derras (3%)	12 980
Coût environné du personnel non permanent	0
Frais de fonctionnement et de gestion	15 500
• Frais de fonctionnement	0
• Frais de gestion du contrat	0
• Frais de déplacement des personnels	15 500
Versements BL--> Lyon 2 = A	84 000
TOTAL dépenses (D1)	201 820
Recettes	
Versements Lyon 2 --> BL	0
TOTAL recettes (R1)	0
TOTAL contribution BL F1=D1-R1	201 820
Dépenses propres Lyon 2	
Coût du personnel	67 432
Permanents	
• Jannik Laval (25%)	36 000
• Néjib Moalla (10%)	14 400
• Yacine Ouzrout (5%)	7 200
Non-Permanents	
• Stagiaires	9 832
Coût environné du personnel permanent (80%)	53 946
Frais de fonctionnement et de gestion	11 200
• Frais de fonctionnement du laboratoire	7 000
• Frais de gestion du contrat (5% du montant du contrat)	4 200
Versements Lyon 2--> BL	
TOTAL dépenses (D2)	132 578
Recettes	
Versements BL--> Lyon 2	84 000
TOTAL recettes (R2)	84 000
TOTAL contribution Lyon 2 F2=D2-R2	48 578
Coût global du programme C=F1+F2	250 398
Contribution financière de BL P1=F1/C	80,60%
Contribution financière de Lyon 2 P2=F2/C	19,40%

ANNEXE N°3 BREVETS NOUVEAUX

A – PRINCIPES GENERAUX

La présente annexe s'applique à toutes les demandes de Brevets Nouveaux ainsi qu'à leur maintien et éventuelles extensions à l'étranger.

Sauf cas de renonciation de l'une des Parties comme prévu ci-dessous, les Brevets Nouveaux sont déposés, en France et à l'étranger, aux noms conjoints des Etablissements et de la Société.

La gestion et le suivi des Brevets Nouveaux, depuis la date de dépôt de la première demande de Brevet Nouveau jusqu'à leur mise dans le domaine public, sont confiés à l'Organisme Gestionnaire de la Copropriété.

A ce titre, l'Organisme Gestionnaire de la Copropriété a seul qualité pour agir au nom de la copropriété, pour tous les actes mentionnés ci-après, dans le respect des procédures d'information et d'avis prévues ci-dessous. Il évalue l'opportunité de se faire assister d'un mandataire pour l'accomplissement de ces fonctions.

La Société est désignée comme l'Organisme Gestionnaire de la Copropriété pour l'application du présent Contrat.

L'organisme représentant le Laboratoire en matière de dépôt de brevets est le suivant :

Pôle Projets
Université Lumière Lyon 2
Direction de la Recherche et des Ecoles Doctorales
86 rue Pasteur
69365 Lyon Cedex 07
Tél : 04.78.69.72.61
Email : m.berthet@univ-lyon2.fr

Les Parties s'engagent :

- à se communiquer toutes les pièces techniques ou administratives nécessaires au dépôt et à l'obtention des Brevets Nouveaux;
- à ce que les noms des inventeurs soient mentionnés en accord avec les dispositions légales en vigueur, dans les demandes de Brevet Nouveau ;
- à ce que leurs personnels, cités comme inventeurs, donnent toutes les signatures et accomplissent toutes formalités nécessaires au dépôt, à l'obtention, au maintien en vigueur et à la défense des Brevets Nouveaux, en particulier qu'ils signent la cession de droits liés à la procédure américaine.

Chaque Partie s'engage à conclure, dans les plus brefs délais, tous les accords qui lui feraient encore défaut, avec toute personne physique ou morale impliquée, de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, dans la réalisation de l'Étude et l'obtention des Connaissances Nouvelles.

B – FRAIS

L'Organisme Gestionnaire de la Copropriété prend en charge tous les frais afférents au dépôt, à la procédure de délivrance, au maintien en vigueur des Brevets Nouveaux, ainsi que ceux engendrés par leur éventuelle extension à l'étranger.

Comme énoncé à l'article 9 du Contrat, la Partie exploitante tiendra compte, lors du calcul des rémunérations dues à la Partie non exploitante, des frais engagés pour la protection des Brevets Nouveaux. Des conventions particulières fixeront au cas par cas les modalités pratiques d'imputation de ces frais sur les rémunérations.

Il est entendu que les Parties font leur affaire de l'intéressement des inventeurs, conformément à la législation en vigueur.

C – PROCEDURES DE DÉPÔT, DE MAINTIEN ET D'EXTENSION DES BREVETS NOUVEAUX

Dépôt et maintien des Brevets Nouveaux

L'Organisme Gestionnaire évalue l'opportunité de déposer des Brevets Nouveaux, et en informe les Etablissements par écrit dans les meilleurs délais. Il leur communique pour avis, le texte des demandes des Brevets Nouveaux.

Si l'Organisme Gestionnaire ou les Etablissements ne désirent pas protéger par un Brevet Nouveau les Connaissances Nouvelles, ils s'en avisent réciproquement dans les meilleurs délais de façon à ce que la partie intéressée puisse procéder au dépôt à ses seuls nom et profit.

Si l'Organisme Gestionnaire ou les Etablissements ne souhaitent pas maintenir en vigueur un Brevet Nouveau, ils s'en avisent réciproquement dans les meilleurs délais de façon à ce que la partie intéressée au maintien puisse poursuivre les procédures en ses seuls nom et profit. Dans cette hypothèse, la partie qui renonce cède à son partenaire, sans contrepartie sa quote-part de copropriété.

Extension des Brevets Nouveaux

L'Organisme Gestionnaire communique aux Etablissements, dans les meilleurs délais, son intention de procéder aux extensions du ou des Brevets Nouveaux.

Si les Etablissements ne souhaitent pas participer aux extensions décidées par l'Organisme Gestionnaire, ils l'en informent par écrit et dans les meilleurs délais, afin qu'il puisse étendre en ses seuls nom et profit.

Si l'Organisme Gestionnaire renonce à étendre les Brevets Nouveaux, il en avise l'autre Partie, qui peut alors effectuer les procédures nécessaires à ses seuls nom et profit.

La Partie qui renonce aux extensions cède sans contrepartie et de façon exclusive à l'autre Partie ses droits sur les demandes de brevets correspondants.

D – CESSION

A tout moment, et dans les conditions définies ci-après, chaque Partie peut céder sa quote-part de copropriété sur les Brevets Nouveaux ou demandes de Brevets Nouveaux.

La Partie qui souhaite céder sa quote-part de copropriété à un tiers, notifie son intention par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre copropriétaire, en précisant notamment le nom du tiers cessionnaire, ainsi que les conditions financières de la cession.

Dans les deux (2) mois qui suivent cette notification, le copropriétaire bénéficie d'un droit de préemption à des conditions financières au moins égales à celles consenties au tiers. Le copropriétaire manifeste par écrit son intention au cédant. A l'expiration du délai susvisé, le cédant bénéficie de plein droit de l'autorisation de cession si le copropriétaire ne lui a pas fait part de sa volonté de faire jouer son droit de préemption.

Dans l'acte de cession, le cédant porte à la connaissance du cessionnaire, qui les accepte, les droits et obligations qui sont dans le présent Contrat, ainsi que le ou les conventions relatives à l'intéressement en cas d'exploitation. Le cessionnaire est subrogé dans les droits et obligations du cédant. Une copie de l'acte de cession est communiquée à l'autre copropriétaire initial.

E – ACTIONS EN JUSTICE

Les copropriétaires s'informent réciproquement dans les plus brefs délais :

- de tout cas de contrefaçon par des tiers dont ils auraient connaissance,
- de toute réclamation ou action en contrefaçon qui les viserait,
- ou de toute autre action en justice relative à la propriété des Brevets Nouveaux.

Ils se concertent sur les différentes actions à mener et se fournissent tous les éléments dont ils disposent permettant d'apprécier la nature et l'ampleur de celle-ci. Ils échangent en outre tous documents, pouvoirs et signatures utiles à une mise en œuvre des actions décrites ci-après.

Si les Parties décident, d'un commun accord, qu'il y a lieu d'engager des poursuites contre un tiers, elles déterminent si de telles poursuites doivent être menées de façon conjointe. Le cas échéant l'Organisme Gestionnaire prend toutes les mesures pour engager toute procédure et faire cesser cette contrefaçon ou cette atteinte, en son nom et au nom de l'autre partie qui lui donnera spécifiquement mandat à cet effet.

L'Organisme Gestionnaire engage les poursuites à ses seuls frais, risques et profits. L'autre Partie lui porte assistance et peut décider de reprendre l'action à son compte en cas de retrait de son partenaire.

Si l'une des parties souhaite engager des poursuites et que l'autre Partie ne le souhaite pas, elle peut alors poursuivre de sa seule initiative et à son seul nom. Les frais de procès sont à sa charge et les indemnités, y inclus les éventuels dommages intérêts, lui sont intégralement acquis.

F – DUREE

L'ensemble de ces dispositions s'applique aussi longtemps que demeure en vigueur le dernier des titres de propriété intellectuelle soumis à la copropriété.